CF 26

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

V. « Tout émetteur ou entité souhaitant se prévaloir dans le cadre de la documentation financière qu'elle émet en direction des investisseurs ou du public d'une notation est tenu de présenter les notes émises par un minimum de 4 agences enregistrées et supervisées par l'Autorité des marchés financiers ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit par cet amendement à la fois de permettre une information plus fiable pour les investisseurs, d'éviter que des collusions éventuelles entre Agences de notations et émetteurs ne conduisent à une notation trompeuse, et d'assurer une plus grande concurrence sur le marché de la notation.

En prévoyant que ne pourront se prévaloir de leur notation que les entités ou émetteurs pouvant justifier de l'examen par 4 agences au minimum, cet amendement assure une plus grande objectivité et participe de la remise en cause de l'oligopole actuellement formé par les agences de notation les plus importantes.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)**Amendement**

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

V. « Tout émetteur ou entité souhaitant se prévaloir dans le cadre de la documentation financière qu'elle émet en direction des investisseurs ou du public d'une notation est tenu de présenter les notes émises uniquement par des agences enregistrées dans l'Union européenne, à l'exclusion de toute notation émise dans le cadre du dispositif d'aval des notations émises par des agences enregistrées dans des pays tiers. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit par cet amendement de limiter les possibilité des communication financière sur la notation reçue par des produits commercialisés en France aux seuls notes effectivement émises par des agences enregistrées dans l'Union européenne, et non pas à des notations émises par des entités enregistrées dans des pays tiers.

CF 28

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

V. « 1. Tout émetteur ou entité souhaitant se prévaloir dans le cadre de la documentation financière qu'elle émet en direction des investisseurs ou du public d'une notation est tenu de préciser si la note a effectivement été émise par une agence enregistrée sur le territoire de l'Union européenne, ou si la note, émise par une agence non enregistrée, a fait l'objet d'une procédure d'aval »

« 2. Les conditions d'application de cet article sont précisées dans le cadre du règlement de l'Autorité des Marchés Financiers »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli vise à contraindre toute communication financière faisant référence à une note à préciser si cette note a bien été émise par une agence supervisée directement au niveau européen, ou n'a été acceptée que dans le cadre permettant à l'une de ces agences d'avaliser une notation émise par une agence d'un pays tiers non directement supervisée.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)**Amendement****Présenté par**

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

V. « Aucune notation émise par les agences visées aux articles L. 544-1 et suivants du Code monétaire et financier ne peut être utilisée dans le cadre du contrôle du respect par les établissements de crédits des règles prudentielles qui leur son applicables. Seules sont admises à ce titre les évaluations et modélisations produites directement par l'établissement contrôlé».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il n'est pas acceptable, alors même que les responsables politiques nationaux et internationaux s'accordent pour remettre en cause la fiabilité et l'objectivité des notations émises par les agences, que ces notations puissent servir de base au contrôle du respect, par les établissements financiers, de leurs obligations en matière prudentielles.

Il est donc proposé par cet amendement de proscrire l'usage des notations externes notamment pour l'appréciation des ratios de solvabilité, en enjoignant les établissements à produire leurs propres calculs internes.

Cette proposition aurait l'avantage de conduire à une meilleure identification interne des risques par les banques.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)**Amendement****Présenté par**

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 7 *quater*

A l'alinéa 3 de cet article, après le mot : "cédés", supprimer la fin de cet alinéa.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet amendement de repli vise à véritablement interdire les ventes à découvert dites « nues ».

Le 19 mai dernier, l'autorité allemande des marchés financiers (Bafin) a interdit, jusqu'en mars 2011, aux investisseurs de vendre des obligations d'État et des CDS contre le risque de faillite d'un État qu'ils ne détiennent pas, et dont ils ne sont pas assurés de la disponibilité (c'est-à-dire leur vente à découvert).

Au sens large, la vente à découvert (short selling en anglais) est l'opération qui consiste à vendre un titre, sans en détenir la propriété, dans l'espoir que son cours chutera et que le vendeur pourra ainsi le racheter à un cours plus bas afin de réaliser une plus-value.

Le dispositif français actuel n'interdit pas les ventes à découvert. L'article 570-1 du Règlement général de l'AMF impose seulement que, sur les marchés réglementés, à la date de livraison, l'investisseur dispose des titres pour être en mesure de les livrer. L'intermédiaire financier peut également exiger de son client la constitution d'une provision dans la mesure où il est responsable du règlement-livraison, mais ce n'est pas systématique.

Rien n'interdit, en revanche, sur les marchés de gré à gré de pratique des ventes à découvert « à nu » ou naked shortselling non approvisionnées et non sécurisées dans lesquelles le vendeur n'a ni la provision au moment de la transaction, ni les titres pour la livraison.

Il est donc proposé, en coordination avec nos voisins d'outre-Rhin, d'interdire les formes les plus choquantes de ventes à découvert à nu.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 7 QUATER

Après l'alinéa 3, insérer les huit alinéas suivants :

« I bis. – La vente à découvert à nu de titres financiers mentionnés au 2. du II de l'article L. 211-1, émis par un État dont la monnaie est l'euro ou une personne morale bénéficiant de la garantie d'un État dont la monnaie est l'euro, ou d'instruments financiers équivalents émis sur le fondement de droits étrangers, est interdite.

« Constitue une vente à découvert à nu toute vente dans laquelle le vendeur, soit au moment de l'émission d'un ordre en cas d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation, soit au moment de la conclusion de la transaction dans les autres cas :

« 1° n'est pas propriétaire des titres financiers objets de l'ordre ;

« 2° ou ne peut pas rapporter la preuve qu'il a préalablement emprunté les titres financiers objets de l'ordre ou des titres équivalents.

« I ter. – L'achat d'instruments financiers liés à un ou plusieurs titres mentionnés au 2. du II de l'article L. 211-1 émis par un État ou une personne morale bénéficiant de la garantie d'un État dont la monnaie est l'euro, ou d'instruments financiers équivalents émis sur le fondement de droits étrangers, est interdit lorsque, dans le cadre de cette transaction, le vendeur est obligé de payer à l'acheteur une compensation en cas de survenance d'un événement de crédit.

« Il ne peut être dérogé à l'alinéa précédent que lorsque la transaction a pour but de réduire l'exposition au risque.

« I quater. – L'Autorité des marchés financiers prononce à l'encontre de toute personne qui exécute pour compte propre ou pour compte de tiers une opération ayant pour objet ou pour effet de contrevenir aux dispositions des I bis et I ter, ou de les contourner, les sanctions prévues à l'article L. 621-15.

« Le Règlement général de l'Autorité des marchés détermine les modalités d'application des I bis à I quater. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le 19 mai dernier, l'autorité allemande des marchés financiers (Bafin) a interdit, jusqu'en mars 2011, aux investisseurs de vendre des obligations d'État et des CDS contre le risque de faillite d'un État qu'ils ne détiennent pas, et dont ils ne sont pas assurés de la disponibilité (c'est-à-dire leur vente à découvert).

Les actions de dix banques et sociétés d'assurances allemandes sont aussi concernées (Allianz, Deutsche Bank, Commerzbank, Deutsche Postbank, Munich Re, Hannover Rück, Deutsche Börse, Generali Deutschland, Aareal Bank et MLP).

Au sens large, la vente à découvert (short selling en anglais) est l'opération qui consiste à vendre un titre, sans en détenir la propriété, dans l'espoir que son cours chutera et que le vendeur pourra ainsi le racheter à un cours plus bas afin de réaliser une plus-value.

Le dispositif français actuel n'interdit pas les ventes à découvert. L'article 570-1 du Règlement général de l'AMF impose seulement que, sur les marchés réglementés, à la date de livraison, l'investisseur dispose des titres pour être en mesure de les livrer. L'intermédiaire financier peut également exiger de son client la constitution d'une provision dans la mesure où il est responsable du règlement-livraison, mais ce n'est pas systématique.

Rien n'interdit, en revanche, sur les marchés de gré à gré de pratique des ventes à découvert « à nu » ou naked shortselling non approvisionnées et non sécurisées dans lesquelles le vendeur n'a ni la provision au moment de la transaction, ni les titres pour la livraison.

Il est donc proposé, en coordination avec nos voisins d'outre-Rhin, d'interdire les formes les plus choquantes de ventes à découvert à nu portant sur les titres de créance d'État, ainsi que d'interdire les dérivés sur événement de crédit (en anglais Credit Default Swaps, CDS) alors même qu'il ne détient de titres de créance de cet État en portefeuille ou lorsque ceux-ci ne sont pas destinés à couvrir l'investisseur contre la défaillance d'un État.

En revanche, il n'est pas utile d'interdire expressément la vente à découvert à nu sur les titres de capital émis par des établissements de crédit et entreprises d'assurance puisque la décision prise dans notre pays par l'Autorité des marchés financiers le 19 septembre 2008, demeure applicable. Elle concerne 15 sociétés : Allianz, Euler Hermes, April Group, HSBC Holdings, Axa, Natixis, BNP Paribas, Nyse Euronext, CIC, Paris Re, CNP Assurances, Scor, Crédit Agricole, Société Générale, Dexia. L'article 2 du présent projet de loi en conforte d'ailleurs les bases juridiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI SUR LA REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE

Deuxième lecture

AMENDEMENT N°

présenté par

M. de Courson, M. Perruchot, M. Vigier
-----**Il est rétabli un article 7 quinquies ainsi rédigé :**

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 31 décembre 2010, un rapport détaillant la possibilité d'interdire les ventes en zone euro de *Credit Default Swaps* (CDS) couvrant l'éventuelle défaillance d'une dette souveraine si l'investisseur ne détient pas les titres représentatifs du risque supposé être couvert par le CDS.

Exposé sommaire

En mars dernier, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown se sont entretenus du projet d'interdire les ventes « nues » de CDS souverains. En effet, cette pratique déresponsabilise les spéculateurs et a été un facteur d'aggravation de la crise qu'a traversé l'Eurogroupe au travers de l'exemple grec.

Il convient aujourd'hui d'y mettre un terme.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI SUR LA REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE

Deuxième lecture

AMENDEMENT N°

présenté par

M. de Courson, M. Perruchot, M. Vigier

Il est rétabli un article 7 sexies ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 31 décembre 2010, un rapport détaillant la possibilité d'interdire la vente à découvert par les fonds spéculatifs pour les filiales de ces fonds situées à l'étranger.

Exposé sommaire

La vente à découvert, beaucoup pratiquée par les fonds spéculatifs, consiste à jouer un titre à la baisse, c'est-à-dire à emprunter une action dont on pense que le prix va baisser et à la vendre, avec l'espoir d'empocher une forte différence au moment où il faudra la racheter pour la rendre au prêteur. Foncièrement malsaine dans son principe, cette technique, employée massivement, précipite la chute des cours. À ce titre, il est indéniable que le recours important à cette pratique par les spéculateurs a contribué à accélérer la crise financière mondiale que nous connaissons, puisque vendre à découvert c'est mettre une forte pression à la baisse sur les titres. C'est pourquoi, dernièrement, l'autorité boursière italienne (CONSOB) a interdit temporairement cette technique hautement spéculative.

CF 47

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone,
M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M.
Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M.
Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 7 *octies*

Supprimer cet article.

EXPOSE DE MOTIFS

Cet amendement se justifie par son objet meme. Il n'est pas accetable de légiférer par ordonnance au sujet de certatins organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

Le Parlement doit avoir à connaître d'un tel sujet de manière approfondie.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE
(n° 2165)

AMENDEMENT

présenté par

L Giscard d'Estaing, Y Censi, A Grosskost, M Francina, J-C. Mathis

et

M.Aurillac, G.Biancheri, C.Bodin, L.Bouvard, J-F. Chossy, J-M. Couve, R Delatte, C Gatignol, F-M. Gonnot, C de la Verpillière, G Lefrand, L Luca, J-P. Marcon, M Bernier, F Briand, J-P. Decool, B Bareges, E Blessig, S Delong, J-C Guibal, M Joissains-Masini, C Menard, P Morel à L'huissier, G Mothron, A Moyne-Bressand, Y Paternotte, B Poletti, J-M Roubaud, D Spagnou, E Strautmann, M Voisin, Y Vandewalle, A Wojciechowski

ARTICLE 7 UNDECIES (NOUVEAU)

Au XII de cet article, insérer après le chapitre VI :

Chapitre VII

« Les Conseillers en gestion de patrimoine »

« article L.547-1 : Est conseiller en gestion de patrimoine toute personne qui a pour mission d'analyser le patrimoine des particuliers et des entreprises, d'élaborer et de proposer des stratégies, d'en assurer la mise en place et le suivi si nécessaire en assurant la sélection et la diffusion des supports d'investissements, auprès de clients, en toute indépendance.

« Ses missions de diagnostics, de propositions, de mise en place et de suivi visent les éléments d'actif et de passif tant en terme de flux que de stocks constituant le patrimoine de ses clients ainsi que leurs modes de détention.

« Il peut également donner des consultations, effectuer toutes études et tous travaux d'ordre juridique ou fiscal, accessoire à sa mission patrimoniale.

« La commercialisation de produits ou de biens doit être la conséquence de son activité de conseil.

« article L.547-2 : Nul ne peut prétendre au titre de « Conseiller en gestion de patrimoine » s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1°. Pour exercer la profession de Conseiller en gestion de patrimoine, le professionnel doit exercer plusieurs activités, dont certaines sont réglementées : conseil en organisation et en stratégie patrimoniale ; conseil en investissements financiers (CIF) ; vente de produits financiers (démarcheur bancaire et financier) ; conseil, intermédiation de produits d'assurance ; et transaction immobilière.
- 2°. Bénéficiaire, d'au moins trois des statuts suivants : 1/ du statut de Conseiller en investissements financiers, 2/ de la Compétence Juridique Appropriée (CJA) telle que définie par l'arrêté du 19 décembre 2000, renvoyant à la loi du 31 décembre 1971, modifié par l'arrêté ministériel du 18 décembre 2003 , 3/ du statut de démarcheur bancaire et financier inscrit sur le fichier des démarcheurs bancaires et financiers tenu par la Banque de France, 4/ du statut de courtier d'assurance inscrit auprès de l'ORIAS en qualité de courtier en assurance, 5/ du statut d'agent immobilier titulaire d'une carte professionnelle délivrée par la Préfecture(loi n° 70-9 dite « loi Hoguet »).
- 3°. Exercer sa profession indépendamment de tout lien de subordination juridique, économique ou capitalistique, à titre individuel ou au sein de structures sociétaires, ou bien en qualité de collaborateur d'un autre Conseiller en gestion de patrimoine.

Les CGP pourront exercer leur profession sous forme d'entreprise individuelle ou dans le cadre d'une société répondant à cet objet social dont ils détiennent la majorité du capital.

Le caractère libéral de l'activité de conseil ne fait pas obstacle au caractère commercial de l'activité d'intermédiation.

- 4°. Être titulaire d'un diplôme universitaire tel que fixé à l'art. 5 al 1°, disposer d'une expérience professionnelle assortie d'une validation des acquis de l'expérience ou d'une certification, dans un cabinet en gestion de patrimoine indépendant.
- 5°. N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissement contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ;
- 6°. Une période transitoire est accordée aux conseillers en gestion de patrimoine en exercice à la publication de la présente loi, pour faire valider par le Conseil supérieur de la profession les acquis de l'expérience antérieurs à la promulgation de la présente loi dans un délai qui ne saurait excéder dix huit mois.

« article L.547-3 : –Est incompatible avec l'exercice de cette profession, toute activité de nature à porter atteinte à l'indépendance de cette dernière : dirigeant ou salarié au sein d'une compagnie d'assurance ou d'une banque; relation d'exclusivité avec un producteur de produits financiers, de produits immobiliers ou de produits d'assurance.

« article L.547-4 : Un Conseil supérieur des Conseillers en gestion de patrimoine est créé, à compter du 1er janvier 2011. Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

1° Le Conseil supérieur est un organe collégial de la profession

2° Le Conseil supérieur représente et contrôle l'exercice des activités de la profession, soumises chacune au respect de leur réglementation spécifique ;

3° Le Conseil supérieur délivre le titre de Conseiller en gestion de patrimoine (CGP) et répertorie les professionnels inscrits.

4° Le Conseil supérieur a pour mission de contrôler l'accès à la profession, de s'assurer de la qualification professionnelle des Conseillers en gestion de patrimoine, de pourvoir à leur formation permanente, d'établir et de faire appliquer le code de déontologie et d'organiser le contrôle de leur activité et la discipline ;

5° Le Conseil supérieur est doté d'un conseil disciplinaire, composée de membres de la profession, présidé par un membre désigné par le Président de l'AMF et de personnalités qualifiées respectivement désignées par le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Vice-président du Conseil d'Etat et le Président de l'Autorité de Contrôle Prudentiel . Ses décisions sont formulées sous forme de recommandation, d'avertissement, de blâme, de sanction financière, de suspension, de radiation ;

6° Le Conseil supérieur est doté d'une fonction arbitrale pour régler les conflits d'interprétation.

« article L.547-5 : Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application de la présente loi. Il arrête notamment :

1° La liste des diplômes de niveau master 2 donnant accès à la profession de Conseiller en gestion de patrimoine.

2° Les conditions de validation des acquis de l'expérience, les incompatibilités, les conditions d'inscription au Conseil supérieur et l'obligation de souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant l'intégralité des activités.

3° Les statuts et les conditions de financement du Conseil supérieur des Conseillers en gestion de patrimoine. Les ressources du Conseil supérieur seront exclusivement des ressources propres, à l'exclusion de tout financement public.

« article L.547-6 : Quiconque aura fait usage, sans remplir les conditions exigées pour le porter, d'un titre tendant à créer, dans l'esprit du public, une confusion avec le titre de Conseiller en gestion de patrimoine ou Conseiller en gestion de patrimoine indépendant et la profession réglementée par la présente loi, sera puni des peines encourues pour le délit d'usurpation de titre prévu par l'article 433-17 du code pénal.

« article L.547-7 : Les dispositions sont applicables sur l'ensemble du territoire de la République. »

EXPOSE SOMMAIRE

La réglementation d'une profession vise à évaluer l'accès, les qualifications et l'exercice d'une profession et de permettre son contrôle. La mise en place d'un cadre législatif répond également à un besoin de protection et de transparence envers les consommateurs, envers les épargnants, et envers la crédibilité renforcée d'une place financière.

La crise bancaire et financière internationale ne fait que renforcer cette demande de régulation de la chaîne de distribution des produits financiers dans laquelle la profession de Conseiller en gestion de patrimoine a pris une place significative.

Pour atteindre ce double objectif, l'amendement prévoit la mise en place d'une réglementation visant à protéger le titre de la profession de Conseiller en gestion de patrimoine et, en contrepartie, à instaurer une instance de contrôle de l'exercice de la profession.

Cette profession est née de la nécessité d'apporter un conseil indépendant et de répondre aux multiples innovations financières, résultant du passage à une économie de marchés de capitaux. La demande du consommateur et de l'épargnant est aujourd'hui de plus en plus forte car l'environnement reste complexe et incertain : règles fiscales mouvantes, transformation, « financiarisation » et diversification des supports du patrimoine, répartition nouvelle de la propriété liée à l'augmentation de l'espérance de vie, à la recomposition familiale, et à la présence simultanée de plusieurs générations.

Les Conseillers en gestion de patrimoine sont en France près de 2500 professionnels, qui exercent les activités de conseil en organisation et en stratégie patrimoniale, de conseil et de vente de produits financiers, de conseil et de vente de produits d'assurance et de transaction immobilière.

Or, rien ne permet aujourd'hui à l'épargnant et au consommateur d'être garantis sur l'indépendance du conseil fourni et sur les qualifications du professionnel. A cela s'ajoute l'existence de fortes disparités dans le niveau des connaissances et des diplômes de ceux qui exercent aujourd'hui ces activités. Les Conseillers en gestion de patrimoine, qui exercent une profession bien particulière pour laquelle ils doivent cumuler des compétences en droit civil,

fiscal, et immobilier doivent donc disposer, pour des critères d'équité dans l'exercice de leur activité professionnelle, d'un cadre juridique opposable.

Cette réglementation de la profession s'inscrit dans le prolongement du rapport de Bruno DELETRE sur le contrôle du respect des obligations professionnelles à l'égard de la clientèle dans le secteur financier.

En outre, le présent amendement s'inscrit dans la démarche de rationalisation de la supervision des acteurs bancaires, de l'assurance et de la finance, entreprise au plan européen et international, ayant conduit en France à la création de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et à l'adoption en 1ère lecture le 10 juin 2010 par l'Assemblée nationale du projet de loi de régulation bancaire et financière .

C'est bien par un cadre législatif de la profession de Conseiller en gestion de patrimoine que la définition, l'accès, les qualifications, l'exercice et le contrôle de la profession pourront être clarifiés, au bénéfice conjoint des professionnels et des consommateurs-épargnants. Ceci participera à l'émergence d'une profession nouvelle, porteuse d'emplois et de croissance, facteur de renforcement de l'attractivité de notre place financière, en même temps qu'elle assurera une meilleure protection du consommateur et de l'épargnant.

Tel est l'objet du présent amendement.

CF 42

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

~~ARTICLE 7 - FRAIS BANCAIRES~~

VICIES

A la fin de cet article, insérer un paragraphe ainsi rédigé :

... - Après l'article L. 612-1 du code monétaire et financier, il est inséré un article ainsi rédigé :

« Art. ... - L'Autorité de contrôle prudentiel a pour mission le suivi et l'analyse de l'évolution des frais bancaires.

« Elle établit chaque année un rapport remis au Parlement et au Gouvernement.

« Les missions mentionnées au présent article peuvent être exercées par une formation spécialisée de l'Autorité de contrôle prudentiel, dénommée Observatoire des frais bancaires. »

EXPOSE DES MOTIFS

Cet amendement vise à confier à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), la mission de suivi et d'analyse de l'évolution des frais bancaires.

Dans son rapport sur les frais bancaires, la Commission européenne dénonçait le caractère particulièrement onéreux et peu transparent des tarifs pratiqués en France. La France se situe ainsi en queue du peloton européen des banques les moins chères. Depuis 2004, les frais bancaires ont fortement augmenté. L'inflation s'est notamment focalisée sur les frais sanctions (incidents de paiement, découverts non-autorisés). Des services auparavant gratuits sont devenus payants dans certaines banques.

Il importe donc de réunir une information fiable sur les évolutions des tarifs bancaires, afin d'en informer les pouvoirs publics. C'est l'objet du présent amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE LOI SUR LA REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE

Deuxième lecture

AMENDEMENT N°

présenté par
M. Perruchot et M. Vigier

Il est rétabli un article 18 ter ainsi rédigé :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 31 décembre 2010, un rapport détaillant la possibilité de répercuter sur les banques européennes le coût de la crise financière.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement s'inspire directement de la proposition suédoise visant à créer une taxe sur les banques européennes et à leur répercuter le coût de la crise financière.

Le groupe Nouveau Centre fait également valoir que le Président américain vient d'imposer une pareille taxe aux banques de Wall Street pour un montant de 117 milliards de dollars.

Cette demande de rapport répond donc à l'impératif de responsabilisation de certains acteurs économiques et financiers dont le comportement déraisonné a conduit à la crise que nous connaissons encore aujourd'hui.

Enfin, nous considérons que seule une taxation européenne des entreprises de crédit est susceptible de remplir au mieux cet objectif puisque les flux financiers ne se limitent pas à un seul pays, et ce, sans pour autant pénaliser les banques françaises.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)**Amendement****Présenté par**

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 19

Supprimer cet article.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet article crée une nouvelle catégorie d'obligations, dite « obligations à l'habitat ». Il prévoit aussi des outils de liquidité pour ce nouveau type d'obligation, comme pour les obligations foncières existantes.

Il s'agit d'une nouvelle forme de titrisation. Au vu des récents événements et de l'évolution des risques sur les marchés financiers, il n'est pas souhaitable, dans l'attente de plus amples explications de la part du gouvernement, d'introduire ce type de produit financier.

En conséquence, il convient de supprimer cet article.

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)**Amendement****Présenté par**

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 20

Supprimer cet article.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet article crée une nouvelle catégorie d'obligations, dite « obligations à l'habitat ». Il prévoit aussi des outils de liquidité pour ce nouveau type d'obligation, comme pour les obligations foncières existantes.

Il s'agit d'une nouvelle forme de titrisation. Au vu des récents événements et de l'évolution des risques sur les marchés financiers, il n'est pas souhaitable, dans l'attente de plus amples explications de la part du gouvernement, d'introduire ce type de produit financier.

En conséquence, il convient de supprimer cet article.

CF 40

PROJET DE LOI DE REGULATION BANCAIRE ET FINANCIERE - (n° 2165)

Amendement

Présenté par

M. Eckert, M. Muet, M. Cahuzac, M. Emmanuelli, M. Balligand, M. Baert, M. Bartolone, M. Sapin, M. Launay, M. Nayrou, M. Carcenac, Mme Filippetti, M. Bapt, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys, M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Hollande, M. Moscovici, M. Habib, M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet, Mme Girardin

ARTICLE 21

Supprimer cet article.

EXPOSE DES MOTIFS

Cet article permet aux établissements de crédit agréés en qualité de société financière d'opter pour le statut de société de financement de l'habitat.

Il s'inscrit à la suite logique des articles 19 et 20 du présent projet de loi qui créent une nouvelle catégorie d'obligations, dite « obligations à l'habitat » et prévoient aussi des outils de liquidité pour ce nouveau type d'obligation, comme pour les obligations foncières existantes.

Il s'agit d'une nouvelle forme de titrisation. Au vu des récents événements et de l'évolution des risques sur les marchés financiers, il n'est pas souhaitable, dans l'attente de plus amples explications de la part du gouvernement, d'introduire ce type de produit financier.

En conséquence, il convient de supprimer cet article.